

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.25

20 janvier 1998

(98-0198)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture et de la pêche L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Matières fertilisantes et supports de culture
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté relatif à l'homologation des matières fertilisantes et des supports de culture
6.	Teneur: L'arrêté fixe les modalités d'application de la Loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 qui subordonne la mise sur le marché (à titre gratuit ou onéreux), la détention en vue de la vente et l'importation en provenance de pays tiers des matières fertilisantes et des supports de culture à une homologation délivrée par le Ministre chargé de l'agriculture, sauf pour tous les produits qui disposent d'une dispense d'homologation au titre de l'article 2 de cette loi. Une dispense est prévue notamment pour tous les produits conformes à une norme française ou internationale rendue d'application obligatoire.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: L'arrêté proposé ne crée pas d'obligations nouvelles à la charge des demandeurs d'autorisations de mise sur le marché. Les modalités d'application de la Loi du 13 juillet 1979 étaient déjà fixées par l'Arrêté du 11 septembre 1981. Ce texte sera remplacé par ce nouvel arrêté dans un double objectif: 1. Rendre le droit applicable plus accessible. Aussi, pour plus de sécurité et de lisibilité juridique est-il apparu opportun d'abroger un texte devenu obsolète et incomplet plutôt que de procéder à sa modification. De plus a été introduite la possibilité d'autoriser, comme dans la plupart des autres Etats, des ensembles de produits.

2.	Introduire le principe de la reconnaissance mutuelle des autorisations de mise sur le marché octroyées dans les autres Etats membres de l'Union européenne.
8.	<p>Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Directive n° 76/116/CEE du Conseil du 18 octobre 1975 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux engrais; - la Directive n° 89/530/CEE du Conseil du 18 septembre 1989, complétant et modifiant la Directive n° 76/116/CEE en ce qui concerne les oligo-éléments bore, cobalt, cuivre, fer, manganèse, molybdène et zinc dans les engrais; - Code de la consommation et notamment son Livre II; - Code des douanes; - Loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 concernant l'emploi de la langue française; - Loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 relative à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture; - Décret n° 80-477 du 16 juin 1980 pris pour l'application de la Loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 relative à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture; - Décret n° 80-478 du 16 juin 1980 pris pour l'application de la Loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les matières fertilisantes et les supports de culture.
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: }</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Mars 1998</p>
10.	Date limite pour la présentation des observations: 1er mars 1998
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CINORTECH</p> <p>Madame Vaquier (AFNOR) Tour Europe 92049 Paris La Défense</p>